

# L'impact prévisible de l'épidémie de Coronavirus sur la croissance française

Auteur : Philippe Deubel, IA-IPR de SES, Académie de Lille

Dans un premier temps, la **crise économique** liée au Coronavirus a été interprétée comme une caractéristique de la **mondialisation** actuelle, dans laquelle la Chine représente à peu près 20% de la production industrielle mondiale, tout en apportant une contribution importante aux **chaînes de valeur** internationales (voir le chapitre de Terminale « [Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?](#) »). Mais depuis la période de confinement en France (mi-mars), on s'interroge sur les conséquences de cette crise aussi bien sur les activités délocalisables que sur celles qui ne le sont pas.

Il n'est pas facile de mesurer l'impact de l'épidémie de Coronavirus sur l'économie française, en raison de l'urgence sanitaire et la plus grande difficulté à collecter les données. Cependant, puisque tout le monde se préoccupe à juste titre de cet impact, l'INSEE a accepté de publier sa note de conjoncture du 26 mars 2020, en indiquant que la difficulté présente de collecte des données fait que l'évaluation fournie est fragile, susceptible d'être révisée dans les semaines qui viennent (Source : [Insee](#)).

L'indicateur synthétique de climat des affaires résume la tonalité des enquêtes de conjoncture : plus il est haut, plus les industriels considèrent favorablement la conjoncture. Actuellement, à partir des enquêtes qui appréhendent l'opinion des chefs d'entreprise pendant la première quinzaine de mars (donc avant les mesures de confinement), le climat des affaires perd 10 points, et il s'agit déjà de la plus forte baisse mensuelle de l'indicateur depuis le début de la série en 1980. Cet indicateur est particulièrement dégradé dans les services (-14 points) et dans le commerce de détail (-13 points), et à un moindre degré dans le commerce de gros (-5 points) et dans l'industrie (-3 points).

Si on en vient maintenant aux estimations de la perte d'activité économique liée à la crise sanitaire en cours, celle-ci est hétérogène suivant les **branches d'activité**. Les activités agricoles ne devraient fléchir que légèrement, de même que les industries agro-alimentaires. Le recul des **services marchands** devrait être beaucoup plus net (-36% par rapport à la normale) avec de grandes variations selon les secteurs : les branches les plus touchées sont l'habillement, les transports, la restauration, les loisirs. Ce sont les activités industrielles qui sont les plus frappées. L'industrie - hors industries agro-alimentaires - serait très affectée (- 52% par rapport à la normale), et plus encore la construction (-89% par rapport à la normale). Au total, la perte d'activité est estimée à un tiers.

Quant à consommation des ménages, elle se replierait de l'ordre de 35%. La plus forte contribution à cette baisse résulterait de l'effondrement dans le secteur de **l'industrie manufacturière** (-60%), qui compte pour 18 points dans la baisse totale. La consommation de services marchands baisserait de 33%, contribuant à la diminution de la consommation totale à hauteur de 15 points (avec notamment une chute forte dans la restauration, l'hébergement et les transports). Le reste de la consommation se compose de **services non marchands** comme les crèches, les garderies, les bibliothèques qui diminueraient de 34% (représentant 2 points de la baisse d'ensemble) et de la consommation des ménages dans les branches de construction (recul de 90%, ce qui ne représente toutefois qu'1 point de la consommation totale des ménages). En revanche, du fait du confinement qui fait que les gens mangent désormais chez eux et non auprès des services de restauration, la consommation des ménages en produits agricoles et alimentaires progresserait de 6%, réduisant la baisse de la consommation totale d'1 point.

| Branches d'activité                          | Part dans la consommation (en %) | Hypothèse de perte d'activité par rapport à la normale (en %) | Contribution à la baisse de consommation (en points) |
|--|----------------------------------|---|--|
| Agriculture et industries agro-alimentaires  | 18                               | +6  | 1  |
| Industrie hors agro-alimentaire              | 30                               | -60   | -18  |
| Construction                                 | 2                                | -90   | -1   |
| Services marchands                           | 46                               | -33   | -15  |
| Hors services immobiliers                    | 27                               | -56   | -15  |
| Services immobiliers (loyers, logement, ...) | 19                               | 0   | 0  |
| Services non marchands                       | 5                                | -34   | -2   |
| Total  | 100                              | -35   | -35  |

Calculs Insee, à partir de sources diverses

A partir de l'estimation de ces « effets instantanés », et même si comme on l'a souligné plus haut, l'exercice des prévisions est une chose peu aisée, l'INSEE estime qu'un confinement d'un mois contribue à une baisse de 3 points de PIB annuel et qu'un confinement de 2 mois contribue à une baisse de 6 points de PIB annuel.